

COLLOQUE
« LE SOUVERAINISME EN FRANCE DES ANNEES 1950
A NOS JOURS

Une culture politique en transitions »

Université de Lorraine, CRULH, Metz, 7 et 8 octobre 2027

En France, le souverainisme, entendu comme la doctrine affirmant la primauté de la souveraineté nationale en tant que principe fondamental d'organisation politique d'un État et rejetant toute forme de dilution de cette même souveraineté au sein d'un ensemble supranational (politique, économique, militaire...), semble avoir le vent en poupe. Les principales formations qui s'en réclament, tant à droite (RN) qu'à gauche (LFI), occupent une part croissante de l'électorat et les derniers scrutins ont confirmé cette tendance au point de laisser penser que ce courant de l'opinion est peut-être devenu majoritaire dans ce pays. La France ne fait du reste pas exception, d'autres démocraties occidentales sont gagnées par la même dynamique qui voit les mouvements et leaders eurosceptiques et hostiles à la mondialisation gagner du terrain.

Pour autant, même si ce phénomène a retenu depuis longtemps l'attention des médias (voir à cet égard l'intéressant récent numéro de l'hebdomadaire *Le 1* consacré au thème « Souveraineté. Une illusion française ? », n°594, 20 mai 2026), il n'a curieusement pas encore fait l'objet de colloques au sein de la communauté historienne (citons toutefois le colloque organisé par Jean-Michel Guieu en 2009 à l'Université Paris I Sorbonne et dont les actes ont été publiés sous le titre *Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes. Une histoire des résistances à l'Europe, 1919-1992*, Les cahiers Irice, 2009, n°4). Le premier objectif de cet appel à communication vise donc à combler cette étonnante lacune historiographique, dont on pourrait d'ailleurs interroger les causes. Il s'agit ensuite de sortir de l'immédiateté du regard médiatique pour historiciser le sujet. Inscrire le souverainisme dans une perspective historique (tout en limitant chronologiquement la recherche à la seule Histoire du Temps présent pour favoriser le dialogue avec les politistes et info-comistes), c'est questionner ses origines en remontant au moins à la deuxième moitié des années 1970. A droite, Jacques Chirac diffuse le 6 décembre 1978 son « appel de Cochin » où il dénonce le fédéralisme européen incarné par l'UDF giscardienne, « parti de l'étranger ». A gauche, Georges Marchais suggère durant la campagne présidentielle de 1981 de « produire français ». Mais on trouverait les premières manifestations du souverainisme dès la IV^{ème} République en réaction aux débuts de la construction européenne et atlantiste avec les offensives gaullistes et communistes contre la CED et l'OTAN, puis au début des années gaulliennes avec le Plan Fouchet de 1961. Ainsi, loin de relever de la seule actualité récente, le souverainisme fait bien partie intégrante de l'histoire politique française contemporaine sur le temps long.

Historiciser le souverainisme c'est également distinguer des temps forts comme ces deux campagnes référendaires pour la ratification du traité de Maastricht (1992) puis du traité établissant une Constitution pour l'Europe (2005) qui ont ancré dans l'opinion ces problématiques particulières, les ont diffusées dans l'ensemble du champ politique et les ont

incarnées par l'intermédiaire de fortes personnalités (de Jean-Pierre Chevènement à Philippe Seguin, d'Arnaud Montebourg à Nicolas Dupont-Aignan). C'est aussi expliquer l'émergence du souverainisme comme une tentative de réponse au contexte de crises multiformes à partir des années 1970 entre désindustrialisation, choc de la mondialisation, immigration massive, questionnement sur l'identité nationale, affaiblissement de l'État-Providence, inquiétudes environnementales... C'est noter également que le souverainisme se construit en réaction à différents adversaires (fédéralisme européen, mondialisation, impérialisme américain...) qui, selon les époques se trouvent ciblés plus ou moins prioritairement et suscitent des sursauts protestataires (à l'image des poussées régulières d'anti-américanisme...). Notons d'ailleurs que la Chine tend depuis quelques années à devenir un nouvel épouvantail pour les tenants du souverainisme. C'est enfin faire le constat d'un élargissement mais aussi d'une certaine dilution du souverainisme, victime au fond d'un succès qui a permis sa généralisation/normalisation dans le discours public au risque de devenir peut-être un mot-valise, une posture médiatique et une référence confortable. Loin d'être cantonné comme autrefois aux seuls domaines du politique, du militaire et de l'économique où il clivait et suscitait souvent les polémiques, ce souverainisme en transitions irrigue désormais le champ socio-culturel via les notions de « souveraineté alimentaire », « souveraineté sanitaire », « souveraineté informationnelle » et y trouve des échos plus consensuels...

Le colloque portera aussi sur la place du souverainisme dans le paysage politique et la manière dont ce discours a structuré et recomposé l'offre politique. Les deux souverainismes, celui de gauche comme celui de droite, seront pris en compte dans le cadre chronologique retenu. A gauche, on reviendra sur la tradition souverainiste communiste, l'histoire originale du MDC puis du MRC chevènementiste et le poids persistant du souverainisme dans une partie du discours écologiste. A droite, on soulignera la place dominante du souverainisme à l'extrême droite comme au sein du mouvement gaulliste où il renvoie évidemment aux origines de cette famille politique, et sa présence plus marginale dans une frange de la famille libérale (rôle particulier de Philippe de Villiers dans l'UDF avant qu'il ne fonde le MPF en 1994). Loin de respecter la traditionnelle dichotomie droite-gauche, le souverainisme s'étend de part et d'autre du spectre et fait partie de ces très rares thématiques de convergence possible au-delà des étiquettes partidaires autorisant d'éventuelles, épisodiques et improbables alliances électorales au nom d'un intérêt national perçu comme supérieur. Passant à l'intérieur des familles politiques, le souverainisme peut fracturer les blocs partidaires à l'image de la campagne référendaire de 1992 qui avait vu le RPR déchiré entre une aile libérale et europhile portée par Alain Juppé et le courant plus étatiste et souverainiste emmené par le tandem Pasqua-Seguin, ou de la campagne référendaire de 2005 où si l'essentiel des responsables socialistes appellent à voter « oui », certaines figures du PS se démarquent en s'opposant au texte (Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon...).

Autrefois surtout incarné par les extrêmes et porteur en cela d'une certaine forme de radicalité politique, le souverainisme a perdu, en se diffusant, une part de sa virulence. Mais cette normalisation reste partielle et le souverainisme est encore souvent associé au populisme via son narratif sur le déficit démocratique, la trahison des élites, le dévoiement des institutions et le retour au peuple et à sa sagesse supposée. Le colloque pourra revenir sur les représentations médiatiques du souverainisme et leurs évolutions, sur la manière dont cette étiquette, autrefois en partie disqualifiante et stigmatisante, est désormais reconsidérée. Fondé sur la primauté de l'État, de la Nation, de la République, de la citoyenneté, le souverainisme se veut aussi une doctrine syncrétique qui regarde autant du côté de l'héritage gaullien que de l'inspiration

jacobine et socialiste, le souverainisme prône donc la restauration de la souveraineté dans ses deux dimensions, nationale comme populaire, et entend dépasser en cela la rivalité gauche-droite pour se positionner sur un autre clivage qui serait plus actuel et fondamental : mondialiste versus national. Mais qu'en est-il dans la réalité sur le double plan théorique et politique ? Le colloque pourra enfin jouer des échelles géographiques en interrogeant les influences étrangères du souverainisme. Influence doctrinale et sémantique avec le modèle québécois puisque si cette culture politique existe avant l'Acte unique et le traité de Maastricht, le mot « souverainisme » lui-même vient de la Belle Province et des indépendantistes du PQ. Influence politique avec l'instrumentalisation russe dont certains souverainistes de gauche comme de droite se font les relais complaisants et paradoxaux. La réflexion sera aussi multiscalaire en questionnant les versions locales et régionales de cette volonté d'un retour au peuple souverain (régionalisme, autonomisme). Ce souci d'envisager le souverainisme à différentes échelles, du local au supranational, amène parfois certains à parler de « souveraineté municipale » ou de « souveraineté européenne ».

Ce colloque se veut résolument pluri et interdisciplinaire. Même s'il est initié par un laboratoire d'histoire (CRULH), il croisera les regards, méthodes et matériaux de l'histoire, de la science politique, de la sociologie et de l'info-com. C'est donc à une réflexion large et inédite, portant sur les acteurs, discours, moments, enjeux et représentations du souverainisme que cet appel à communication vous invite. Le colloque, dirigé par un comité organisateur composé d'Éric Anceau, François Audigier et Jérôme Pozzi, se tiendra à l'Université de Lorraine sur son site messin les 7 et 8 octobre 2027. Il bénéficie du soutien de la Société française d'histoire politique (SFHPo) et du Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP). Nous vous invitons à envoyer avant la fin octobre 2026 votre proposition de communication (un titre provisoire accompagné d'une demi page présentant le sujet, la problématique, les sources et la méthode) aux trois organisateurs (eric.anceau@univ-lorraine.fr, francois.audigier@univ-lorraine.fr, jerome.pozzi@univ-lorraine.fr). Celle-ci sera évaluée par un comité scientifique composé des chercheurs suivants :

ALLORANT Pierre

ANCEAU Éric

AUDIGIER François

BUTON Philippe

CASTAGNEZ Noëlline

DARD Olivier

GREFFET Fabienne

LIBERA Martial

MANIGAND Christine

POZZI Jérôme

RENOU Gildas

RICHARD Gilles